

# Syndicats, patronat et entreprises chez Macron

**EMMANUEL** Macron réunit mardi à l'Élysée syndicats et patronat le matin, puis les cent premières entreprises françaises l'après-midi. Avec un objectif : définir la suite de son agenda social et les appeler à se mobiliser pour l'emploi et l'apprentissage.

« Le président souhaite faire passer un message de mobilisation pour que les organisations syndicales et patronales se saisissent de ces outils pour faire vivre le dialogue social

**COMMUNIQUÉ  
DE L'ÉLYSÉE**



C'est la première fois depuis son élection que le chef de l'Etat recevra ensemble les principaux leaders syndicaux et patronaux, pour une réunion de deux heures. Il les avait déjà reçus en mai et octobre 2017, avant les ordonnances travail et la réforme de la formation professionnelle, mais séparément, ce qu'avaient critiqué des syndicats, dénonçant des discours différents pour chacun.

Pour la première fois également, se sentant ignorés du chef de l'Etat, les leaders patronaux et syndicaux se sont réunis en amont pour définir leur propre agenda social avant le sommet de mardi. Une rencontre exceptionnelle déclenchée par leur crainte commune de servir de « faire-valoir » à des décisions déjà prises par l'Élysée.

Ce sont aussi les premières retrouvailles du chef de l'Etat avec les syndicats après l'échec de la grève des cheminots à bloquer la réforme de la

→ Pascal Pavageau (Force Ouvrière) espère qu'il y aura « un avant 17 juillet 2018 et un après, radicalement différent en termes de méthode ».

SNCF.

Mardi le chef de l'Etat demandera d'abord aux partenaires sociaux de contribuer à la mise en oeuvre des réformes décidées depuis un an, pour développer l'apprentissage, lutter contre les discriminations et favoriser les négociations dans les entreprises.

La rencontre sera aussi consacrée à l'agenda social des mois à venir.

## Retrouvailles

« Les priorités du président sont le retour vers l'emploi, la lutte contre la pauvreté et la précarité ainsi que la santé au travail, mais il veut être à l'écoute des sujets que les partenaires sociaux souhaitent aborder », explique l'Élysée.

Troisième thème, la réouverture des négociations sur l'assurance-chômage, évoquée

par Emmanuel Macron devant le congrès, même si la première réforme n'est même pas encore votée.

« Il y aura une négociation en fin d'année sur une nouvelle convention Unedic. La première était orientée sur les droits pour les démissionnaires et les indépendants et sur les nouvelles règles de négociation : un cadrage par l'Etat, des discussions entre partenaires sociaux puis en cas d'échec une décision revenant à l'Etat. Ces nouvelles règles s'appliqueront lorsque la loi sera promulguée, ce qui permettra fin 2018 de renégocier la convention Unedic pour poser de nouvelles règles au printemps 2019 », explique l'Élysée.

## Plan pauvreté

Reporté à la rentrée, le plan pauvreté doit également être abordé mardi. « Il s'agit d'une

part de mesures ciblées pour les jeunes (extension de l'obligation de formation de 16 à 18 ans, lutte contre l'exclusion) et d'autre part de la manière d'inciter à la reprise d'une activité », indique l'Élysée. Le président de la République veut aussi mieux articuler l'ASS (allocation de solidarité spécifique), pour les chômeurs en fin de droit, et le RSA (revenu de solidarité active).

« Les gens sont dans la même situation. On invitera les partenaires sociaux à réfléchir sur la manière d'articuler ce qui est de l'ordre de l'assurance-chômage et de la solidarité », souligne la présidence.

Mardi après-midi, comme promis au congrès, Emmanuel Macron conviera les dirigeants des « 100 premières entreprises françaises » pour leur demander de prendre « des engagements immédiats, visibles, de créations d'emplois et d'embauches d'apprentis »,

notamment dans les quartiers difficiles.

« La CFDT dit chiche » à la volonté du président de « jeter les bases d'un nouveau contrat social », mais à condition qu'il garantisse « une protection sociale renforcée pour tous les travailleurs afin de faire face aux mutations de l'emploi et du travail », a déclaré Laurent Berger (CFDT) dans L'Obs.

Ce rendez-vous, « on l'attendait », a déclaré de son côté Pascal Pavageau (FO). « J'espère qu'il y aura un avant 17 juillet 2018 et un après, radicalement différent en termes de méthode ».

La CGPME a elle espéré que la réunion de mardi « fera reconnaître l'utilité des partenaires sociaux en tant que corps intermédiaire » mais s'est dite circonspecte sur la réouverture des négociations sur l'assurance-chômage, après déjà « deux négociations depuis deux ans ».